

pouvons espérer pour le mieux, mais nous devons nous préparer pour le pire.

Troisièmement, les armes modernes sont tellement perfectionnées qu'il faut des années pour les mettre au point et les produire. Un mauvais calcul pourrait nous rendre vulnérables et nous laisser sans protection à un moment où nos adversaires continuent à accroître leur puissance militaire.

Quatrièmement, nous sommes en bonne position pour nous féliciter des changements qui se produisent en Union soviétique parce que nous savons que, quoi qu'il arrive, notre défense est sûre.

Pendant près de 40 ans, la remarquable organisation qu'est l'OTAN a assuré le maintien de la paix. Elle l'a fait parce que tout le monde savait qu'une attaque déclenchée contre un membre ferait l'objet d'une réplique de tous et que nous possédions une combinaison efficace d'armes nucléaires et conventionnelles constamment modernisées.

Je rends un hommage particulier au Canada pour sa contribution à la puissance et au succès de l'OTAN. En effet, il accueille nos troupes qui doivent être formées et s'entraîner, il a résolument accepté de faire l'essai des missiles de croisière sur son territoire, manifestation de fermeté qui était capitale à ce moment-là; et il a l'intention de moderniser sa marine en faisant l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire peut-être auprès de la Grande-Bretagne, c'est du moins ce que nous espérons.

Des voix: Oh, oh!

Mme Thatcher: Ce sont les meilleurs et le Canada se doit d'acheter ce qu'il y a de mieux.

Monsieur le Président, les guerres ne sont pas causées par la puissance ni par les armements. Elles se produisent lorsque les pays sont faibles face à d'autres qui sont forts et ambitieux.

Nous avons le devoir de préserver la puissance de l'OTAN en modernisant constamment nos armes, tant nucléaires que conventionnelles, en maintenant, comme vous le faites, des forces armées hautement professionnelles et bien entraînées et en affichant une détermination commune.

La paix ainsi que la liberté et la justice sont les biens les plus précieux, tant pour notre génération que pour nos enfants. Ceux-ci nous font confiance et nous ne devons pas les décevoir.

Monsieur le Président, nous ne sommes pas sans savoir ce qui repose à la base des différences entre le régime soviétique et le monde libre. C'est une idée fondamentalement différente du rôle de la personne et de ses droits dans la société.

L'histoire n'a pas donné au peuple russe la capacité d'échapper facilement aux pressions du socialisme d'État. Ils ne connaissent rien de la liberté de l'individu, de l'impartialité du pouvoir judiciaire, de la tolérance ou du système de contre-poids qui agit dans une société libre.

Les gens avaient l'habitude de croire que les dictatures avaient l'avantage d'être plus efficaces et mieux en mesure d'agir d'une façon décidée que les démocraties. Ils avaient tort. Ils comprennent maintenant qu'on ne peut tout planifier et tout réglementer, et que si l'on essaie on perd la force agissante de la nature humaine de même que son inventivité et sa créativité.

Dans les sociétés modernes, le succès dépend de la transparence, de la libre discussion et de l'accès facile à l'information.

Nous, en Occident, n'aurions jamais pu connaître la grande montée du progrès technologique sans ces caractéristiques. Quand on essaie de les supprimer ou de les limiter, non seulement on est incapable de changer, mais on est incapable de réagir au changement.

Monsieur le Président, l'exemple de ce que la liberté a permis de réaliser dans les sociétés ouvertes de l'Ouest constitue pour les sociétés fermées du bloc de l'Est une forte incitation à l'accorder à leur peuple et à accepter des contraintes au pouvoir des dirigeants, mais l'argument en faveur de la liberté ne peut jamais se résumer à quelque chose de matériel. Il s'agit d'une croisade morale.

Les sociétés communistes considèrent encore les droits de la personne comme quelque chose qui est donné par l'État et qui peut être enlevé par l'État. Pour nous, ils sont quelque chose de tellement fondamental qu'ils ne peuvent être donnés ni enlevés par aucun gouvernement ni organisme humain.

Des voix: Bravo!

Mme Thatcher: Ceux qui voudraient nous faire croire que prendre la défense des droits de la personne va à l'encontre de l'objectif de meilleures relations font le jeu des ennemis de la liberté.

Comme l'a dit récemment le président Reagan dans un discours inspiré prononcé au Guildhall de Londres immédiatement après le Sommet de Moscou: «Quand les peuples libres cessent de dire la vérité au sujet de leurs adversaires et à leurs adversaires, ils cessent de se dire la vérité à eux-mêmes. Dans les affaires de l'État, à moins qu'on ne dise la vérité, elle cesse d'exister.»

Monsieur le Président, la liberté se lance à l'offensive comme jamais auparavant, une offensive pacifique menée par l'exemple et la persuasion. Notre plus grande ambition est de la voir triompher.

● (1140)

En prenant congé de vous en 1952, Winston Churchill n'a pas dit au revoir, mais plutôt:

[*Français*]

«Au revoir, mes amis canadiens, c'est un avenir splendide qui vous attend demain.»

[*Traduction*]

C'est en effet un avenir splendide qui attend le Canada, un avenir rempli de promesses et de fierté. Je sais que la Grande-Bretagne et le Canada feront route ensemble, inébranlables dans leur résolution, forts dans leur défense commune et constants dans leur amitié éternelle.

Des voix: Bravo!

[*Français*]

L'hon. Guy Charbonneau (Président du Sénat): Madame le premier ministre, le Parlement canadien s'enorgueillit de pouvoir vous compter parmi ses orateurs de marque. Il se félicite d'avoir pris la décision de vous recevoir d'ici la fin du siècle, à tous les cinq ans. De la sorte, vous rejoindrez dans l'histoire Robert Walpole et ses 22 ans de ténacité et surtout William Pitt qui, en 1783, décida de tenir les rênes jusqu'au début de l'autre siècle. Il est symptomatique de constater que les politologues contemporains cherchent toujours à vous comparer à vos grands prédécesseurs comme ceux que je viens de nommer